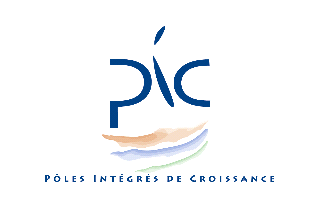
****

**TERMES DE RÉFÉRENCE**

**Evaluation du Programme et des impacts socio-économiques des subventions aux projets d’investissements (inter)collectivités dans le cadre du Projet PIC2.2**

# Contexte

Le Projet Pôles Intégrés de Croissance et Corridors (PIC2) est une initiative du Gouvernement de Madagascar financé essentiellement par la Banque Mondiale et visant à stimuler un développement rapide et inclusif dans des zones sélectionnées (Diana, Atsimo Andrefana, Anosy et l’île de Sainte Marie) à travers le secteur tourisme et des filières agribusiness priorisées (cacao, vanille, huiles essentielles, baie rose, miel, aquaculture, etc.).

Dans sa composante de « Renforcement de la Gouvernance locale », le PIC2 appuie le renforcement des capacités institutionnelles de Collectivités territoriales décentralisées (CTD) et de Services Techniques déconcentrés (STD), pour leur permettre de soutenir le développement des secteurs cibles du Projet. Quatre-vingt (80) communes, dont 6 communes urbaines et 74 communes rurales, bénéficient des appuis.

Trois (03) axes d’intervention sont mis en œuvre dans ces appuis à la Gouvernance locale :

* Axe 1 : Appuis à la sécurisation et à l’augmentation des ressources financières des CTD ;
* Axe 2 : Amélioration de la qualité des services des CTD/STD dans une optique de redevabilité ;
* Axe 3 : Renforcement de la gouvernance des secteurs soutenus par le Projet : planification territoriale, appuis aux plateformes sectorielles locales, régulation des secteurs, promotion du partenariat pour le développement local.

Plus particulièrement, dans le cadre de cet Axe 3, le Projet PIC2 finance **un programme de subventions aux communes (dénommé grants OCAI)** afin de faciliter la maîtrise d’ouvrage par les communes cibles de sous-projets d’investissements dans des infrastructures ou équipements à vocation publique ou semi-publique.

Trois types de financement sont prévues dans le programme OCAI :

1. des subventions individuelles aux communes rurales, avec un plafond de 5000 USD de subvention par commune/sous-projet ;
2. des subventions à des groupements des communes (projets «  intercollectivités »), avec un plafond de 100,000 USD de subvention par sous-projet ;
3. des subventions aux communes urbaines pour des sous- projets de fokontany/ interfokontany, avec un plafond de 5000 USD de subvention par fokontany.

Les étapes et procédures relatives à l’attribution de ces subventions sont formalisées dans des manuels d’exécution approuvés par le Gouvernement et par la Banque Mondiale et prévoient une implication et une responsabilisation étroites aussi bien des autorités et parties prenantes locales que centrales.

A fin avril 2022, le Programme OCAI a financé :

* **65 sous-projets individuels de communes rurales**. Tous ces projets sont achevés en totalité
* **08 sous-projets intercommunaux** (6 pistes/ouvrages et 2 marchés intercommunaux**),** dont 6 achevés
* **11 sous-projets pilotes urbains (inter)fokontany** validés, dont 5 achevés

Le Projet PIC2-2 souhaite recourir aux services d’un Consultant individuel pour réaliser une évaluation du Programme OCAI.

# ObjectifS DE LA MISSION

**L’objectif de la mission** est d’évaluer l’efficience et les impacts socio-économiques des subventions mises à disposition des communes et des sous-projets réalisés.

A ce titre et sans être exhaustif, il s’agit d’évaluer :

* La pertinence, les forces et faiblesses, et les améliorations possibles de la démarche et des procédures de sélection des sous-projets et d’attribution et de décaissement des subventions ;
* L’impact du Programme sur les capacités de maîtrise d’ouvrage de projets par les communes bénéficiaires, notamment en matière de gestion fiduciaire, de passation de marché, de suivi de travaux, en mettant en évidence les difficultés, problématiques et recommandations d’amélioration ;
* Les impacts socio-économiques du programme notamment : intégration avec les secteurs cibles du PIC2, contributions aux objectifs et indicateurs du Projet tels que la création de revenus et d’emplois directs ou indirects, impacts sur le développement du secteur productif et du secteur privé ;
* Les rapports qualité/coûts et impacts/coûts des réalisations ;
* La durabilité et les initiatives de pérennisation des réalisations et les recommandations pour favoriser cette pérennisation.

# ETENDUE DES PRESTATIONS ET Approche méthodologique

Il appartient au consultant de proposer la méthodologie détaillée qu’il juge adéquate pour mener à bien la mission. Les principes suivants sont donnés à titre indicatif.

* Une démarche participative devra être privilégiée à toutes les étapes de la mission.
* Le Projet PIC2 mettra à la disposition du consultant toute la documentation en sa possession : manuel de procédures, documents de sous-projets soumis et validés par les comités de validation locales et central, rapports et PV de suivi et de réception des projets, etc. Il appartiendra au consultant de rechercher les autres documentations/données qu’il jugera utiles.
* Le Projet PIC2 introduira le consultant auprès des CTD et STD concernés. Le consultant devra aussi approcher et consulter les autres acteurs directs et indirects impliqués dans la mise en œuvre du programme : prestataires de travaux et de fournitures, main d’œuvre, acteurs économiques et populations impactés, etc.
* Le Consultant sélectionnera puis évaluera un échantillon pertinent de sous-projets communaux individuels et de sous-projets interfokontany. Il veillera à avoir une bonne représentativité par région/types de sous-projets.
* En revanche, il devra évaluer la totalité des 6 projets intercommunaux achevés à fin avril 2022.
* D’une manière générale, l’étude comporterait les étapes suivantes :
* Une revue documentaire et la sélection des sous-projets à évaluer
* Les visites sur terrain des sous-projets à évaluer
* La réalisation d’entretiens et d’enquêtes auprès des acteurs : CTD et STD concernés, partenaires et bénéficiaires directs et indirects (prestataires, main d’œuvre, acteurs économiques, populations et autres bénéficiaires), ministères centraux impliqués
* La collecte de données : coûts, impacts socio-économiques directs et indirects des projets, etc.
* Le traitement, l’analyse et l’interprétation des enquêtes et données, qui devrait inclure une analyse sommaire du retour sur investissement des sous-projets ;
* La rédaction de rapports intermédiaires puis d’un rapport final
* Le Consultant collaborera étroitement avec les équipes du Projet PIC2 tant au niveau national que régional qui pourront, si besoin mais de façon limitée et convenue préalablement avec le Responsable central de la Gouvernance locale du Projet PIC2, l’appuyer pour certaines collectes de données.

# Livrables attendus ET CALENDRIER DE REALISATION

Le délai d’exécution des prestations est estimé à 70 jours calendaires au maximum à partir de la date de signature du contrat jusqu’à la livraison du rapport final.

Les livrables attendus comprennent :

* 10 jours après la signature du contrat qui marque le démarrage de la mission :

Un document méthodologique détaillé comprenant :

* La démarche, la structure de l’échantillon, le calendrier détaillé de visites et d’intervention
* Les supports proposés pour la collecte de données, y compris les guides ou questionnaires
* Le canevas du rapport final
* 07 jours après la descente/enquêtes sur terrain au niveau de chaque Région :

Un rapport de mission (pour chaque Région) comprenant

* Les points et faits saillants des missions effectuées
* Les problèmes rencontrés et les solutions adoptées
* Les informations collectées ou restant à collecter
* 35 jours après la réalisation des analyses et enquêtes sur terrain :

Un rapport provisoire de l’étude version Word et Powerpoint qui devra être présenté en réunion présentielle (1ère option) ou en visioconférence par le Consultant.

* 15 jours après réception des observations du Projet :

Le rapport final de l’étude avec en annexes la base des données complètes des enquêtes/informations.

# 

# QUALIFICATIONS REQUISES

* Au moins un niveau BACC+ 4 en économie, statistiques, finances ou autres domaines équivalents
* Au moins 10 années d’expériences dans des prestations d’’appui à la décentralisation et au renforcement de collectivités, notamment dans le domaine de la finance locale et la réalisation d’investissements publics
* Ayant déjà réalisé au moins deux études d’évaluation d’impacts socio-économiques similaires
* Expériences prouvées avec les Projets financés par les organismes internationaux, notamment la Banque Mondiale, seraient un atout
* Bonne maîtrise du cadre légal et réglementaire régissant les collectivités territoriales décentralisées, plus particulièrement sur la finance locale et la fiscalité locale
* Connaissances/expériences avérées des secteurs tourisme, agribusiness (produits d’exportation) ou du transport seraient un atout majeur.